

2. Capitalisme dévoyé et financiarisation des terres et de la nature

Résumé du rapport^a publié par FIAN International, Transnational Institute et Focus on the Global South en septembre 2020 adapté par Margot Vermeulen, journaliste

Aux quatre coins de la planète, les communautés rurales sont confrontées à une augmentation spectaculaire de la dépossession et de la destruction de leurs terres, rivières, pâturages, forêts, océans et maisons, alors même qu'ils constituent le fondement de nos communautés et de notre tissu social. En cause : le capitalisme dévoyé¹. Cet article propose une description de ce phénomène et de son évolution, ainsi qu'une série d'exemples pour mieux le comprendre.

Pourquoi parlons-nous de capitalisme dévoyé, et qu'entendons-nous par cela ? D'abord, il convient de comprendre le **phénomène de financiarisation**, qui peut être globalement entendu comme la croissance du pouvoir et de l'influence de la finance mondiale. La financiarisation mo-

difie fondamentalement la manière dont la valeur financière est créée et dont les profits sont générés : la richesse n'est plus créée par les revenus des secteurs réels – productifs – de l'économie (comme par exemple les secteurs industriel, agricole et des services), mais dans la sphère « virtuelle » des opérations financières, notamment grâce à la spéculation. En tant que telle, elle constitue une nouvelle manière d'organiser l'extraction capitaliste de la richesse. La financiarisation croissante de l'économie a pour conséquence, notamment, que l'alimentation et la terre sont de plus en plus considérées comme des actifs financiers, et non comme des biens communs et des droits humains [pour en savoir plus, voir article n°9 sur les biens communs].

FINANCIARISATION = CAPITALISME DÉVOYÉ

En raison de l'illégitimité des accaparements auxquels la finance mondiale soumet nos territoires et de ses conséquences destructrices sur nos communautés, et en raison du fait que les acteurs impliqués cherchent

activement à dissimuler leurs opérations, nous proposons de parler de **capitalisme dévoyé**, c'est-à-dire un capitalisme tellement poussé dans ses limites qu'il outrepassé ses propres règles.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

La domination croissante de la finance mondiale sur nos vies ne surgit pas de nulle part ; elle est le résultat des politiques qui ont été élaborées lors des dernières décennies. C'est la déréglementation des marchés financiers, avant et après la crise financière mondiale de 2007-2008, qui a ouvert la voie pour donner au capital financier mondial le pouvoir qu'il détient aujourd'hui.

Tout (re)commence dans les années 70, qui marquent la fin du système monétaire de Bretton Woods. Ce système avait été mis en place après le krach boursier de Wall Street, en 1929, qui fut suivi d'une crise bancaire majeure et de la Grande Dépression. Il empêchait notamment les banques d'utiliser de l'argent public ou privé (à savoir les économies des gens)

a Le rapport complet peut être consulté sur le site de FIAN Belgique <http://www.fian.be/Le-capitalisme-devoye-et-la-financiarisation-des-terres-et-de-la-nature?lang=fr>


1 Définition selon le Larousse : qui est sans moralité, perverti. Définition selon le Robert : Qui est sorti du droit chemin, s'est dévoyé.

« Après des discussions avec des organisations de petits producteurs alimentaires et des mouvements sociaux, nous sommes arrivés à la conclusion que ce que l'on appelle souvent la "financiarisation" devrait plutôt être appelé "capitalisme dévoyé" parce que l'accaparement des territoires par la finance mondiale est illégitime et destructeur, et que les acteurs impliqués cherchent activement à dissimuler leurs opérations. »

Philip Seufert, FIAN International

pour réaliser des investissements spéculatifs et ne les y autorisaient à le faire qu'avec leur propre argent. Pour faire simple, interdiction donc, pour les banques commerciales de « jouer » avec l'argent sur les comptes de leurs clients. Et, toute personne, ou entité, qui désirait utiliser son capital à des fins spéculatives devait s'adresser à des banques dites d'investissement. Ce système donna lieu à une période de relative stabilité financière.

Plusieurs nouvelles lois suivirent, qui abrogèrent la séparation des banques commerciales et des banques d'investissement, et ouvrirent la voie à de nouvelles possibilités de spéculation financière. Ce fût également le début de la privatisation des retraites aux Etats-Unis et en Europe, créant ainsi une nouvelle réserve importante de capitaux d'investissement, qui doivent être investis quelque part. Ce pool croissant de capital-investissement s'élève aujourd'hui à 47 000 milliards de dollars.



LES PRINCIPAUX
BÉNÉFICIAIRES DE LA
FINANCIARISATION SONT
LES ÉLITES REPRÉSENTANT
LES **1%** DE RICHES
MONDIAUX

Mais, afin de permettre aux acteurs commerciaux d'engranger de plus grands bénéfices, les États-Unis, suivis de près par le Royaume-Uni, commencèrent à démanteler ce système.

2007-2008 : CONSÉQUENCE PUIS CAUSE DE LA FINANCIARISATION CROISSANTE

La crise financière de 2007-2008, qui généra une importante crise économique mondiale, fut le résultat du processus de financiarisation et contribua à l'exacerber. Déclenchée par la spéculation sur les marchés du logement et de l'immobilier aux États-Unis et en Europe, plusieurs banques et autres acteurs financiers ayant pris part à cette spéculation

firent faillite lorsque la bulle éclata et que les prix de l'immobilier s'effondrèrent. Cependant, contrairement à ce que l'on pourrait penser, **ceci ne poussa pas les États à prendre les problèmes sous-jacents à bras le corps, mais augmenta le pouvoir du capital financier.** Tout d'abord, car plusieurs États se mirent à renflouer des banques et d'autres acteurs financiers – et leurs actionnaires – afin de stopper la contagion sur les marchés financiers. Ensuite, la chute des prix de l'immobilier survenue à la suite de la crise poussa les acteurs financiers à rechercher de nouveaux domaines où investir et spéculer, comme les terres agricoles (voir exemples plus loin).

C'est ainsi que l'idéologie économique ayant provoqué la crise demeure intacte et incontestée. Aujourd'hui, la finance mondiale a fait son grand retour : les bénéfices, les dividendes, les rémunérations et les primes propres au monde de la finance ont regagné les niveaux observés par le passé. Les marchés financiers ont atteint de nouveaux sommets record et la prise de risque a de nouveau augmenté. Dans un même temps, les projets de nouvelle réglementation de la finance se sont retrouvés enlisés dans des négociations politiques sans fin. Ce regain de la financiarisation de l'économie s'est accompagné d'une augmentation de l'exploitation et de la dépossession des communautés et des individus.

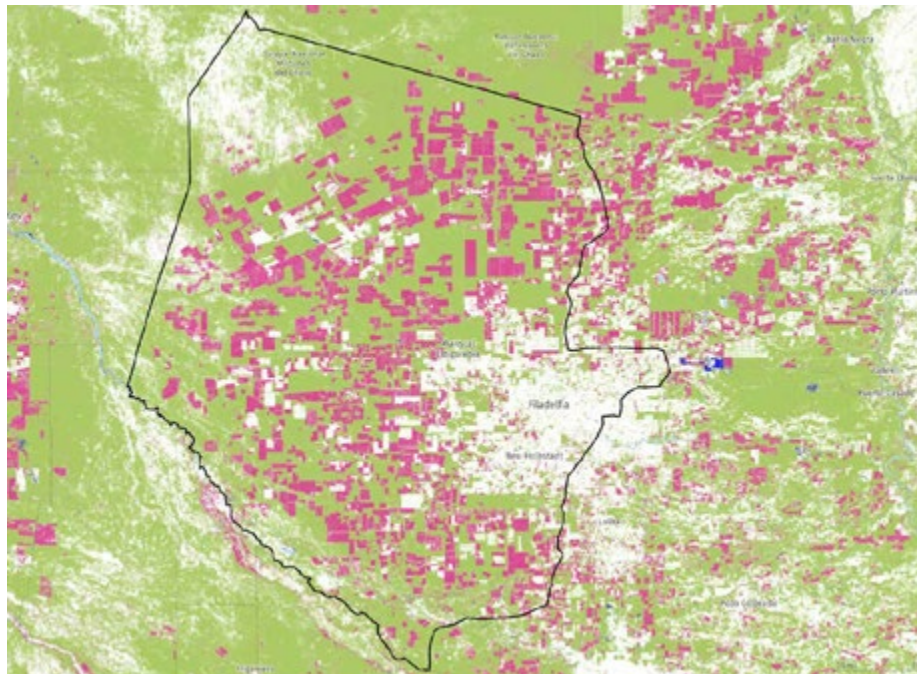
PANORAMA DES DIFFÉRENTES FORMES QUE PREND LE CAPITALISME DÉVOYÉ

Le capitalisme dévoyé se manifeste sous diverses formes dans les territoires des communautés et des populations.

1. LES TERRES ET L'AGROINDUSTRIE

L'implication d'importantes sommes d'argent dans l'agriculture n'a rien de nouveau. Les grands propriétaires fonciers sont les principaux acteurs encourageant l'expansion de l'agro-industrie et des plantations en monoculture ; ils sont aussi les premiers à en bénéficier. La nécessité constante de recourir à des machines et à des intrants onéreux (engrais, produits agrochimiques, semences commerciales et OGM, entre autres), couplée à la ruée vers une production toujours plus importante de matières premières agricoles, a forcé les entreprises de l'agroindustrie à contracter des prêts et des crédits auprès d'établissements bancaires et d'autres investisseurs financiers. Ainsi, l'influence et le pouvoir des acteurs financiers sur la production agricole industrielle lors des dernières décennies s'en sont trouvés consolidés.

Néanmoins, plus récemment, l'intensité, l'échelle, la vitesse et l'ampleur de l'implication du capitalisme financier dans l'agroindustrie ont changé de façon substantielle et alarmante. Les terres sont de plus en plus



Infographie 1 • Déforestation et expansion de l'agriculture industrielle à grande échelle dans la région paraguayenne du Gran Chaco, 2006-2016

Source : FIAN International, Transnational Institute, Focus on the Global South

"Le capitalisme dévoyé et la financiarisation des terres et de la nature",

RAPPORT | SEPTEMBRE 2020

considérées par la finance mondiale comme une « catégorie d'actif » et un négoce à part entière. Les **exemples suivants** font la lumière sur la manière dont tout ceci a intensifié la dépossession des personnes vivant en milieu rural et des communautés de leurs territoires.

L'agroindustrie et les acteurs financiers prennent le contrôle de la moitié du Paraguay...

Le Paraguay a connu une transformation complète en l'espace de seulement dix ans, victime de défo-

restation et de l'expansion de l'agriculture industrielle à grande échelle, notamment dans la région dénommée Gran Chaco (la partie occidentale du pays). Nombre des entreprises ayant récemment pénétré la région pour y développer l'agriculture industrielle sont des acteurs financiers. L'entreprise luxembourgeoise PAYCO S.A., par exemple, détient 144 000 hectares de terres dans le pays. Ses actionnaires sont EuroAmerican Finance S.A., basée au Luxembourg (85 %), et la DEG, une filiale de la banque publique allemande d'investissement et de développement (15 %).

... et alimentent la déforestation en Amazonie.

En juillet et août 2019, la destruction continue de la forêt amazonienne s'est transformée en incendies violents et sans précédent qui ont détruit de vastes parties de cet écosystème crucial, et détruit des moyens de subsistance. Il est prouvé que plusieurs incendies ont été déclenchés de manière planifiée et coordonnée par des accapareurs de terres et de grands propriétaires terriens aux abords de la route BR163, le 10 août 2019². Cette autoroute a été construite principalement pour permettre aux entreprises agroalimentaires de transporter du soja et des céréales vers le terminal maritime de Miritituba, situé au plus profond de l'Amazonie dans l'État brésilien du Pará, d'où elles sont ensuite expédiées vers des ports du monde entier.

Le terminal maritime de Miritituba est géré par Hidrovias do Brasil, une société qui appartient en grande partie à Blackstone, l'une des plus grandes sociétés financières du monde : celle-ci détient directement près de 10 % des actions de Hidrovias do Brasil, et possède aussi indirectement, via sa filiale Pátria Investimentos, 55,8 % de Hidrovias do Brasil. Le développement de la route elle-même a

provoqué la déforestation, mais, plus important encore, elle joue un rôle important dans la transformation de l'Amazonie en plantations de monoculture. Ce n'est pas un hasard que la déforestation dans la région autour du BR163 ait augmenté chaque année depuis 2004, alors même que la déforestation en Amazonie dans son ensemble a diminué.

Ailleurs au Brésil, les communautés traditionnelles de l'état brésilien de Piauí sont expulsées de leurs terres, de leurs forêts et de leurs rivières pour faire place à la progression des monocultures de soja. La déforestation, la contamination des sols et des eaux par les produits agrochimiques, la destruction des moyens d'existence, les bouleversements au niveau de la communauté, ainsi que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle rendent la vie de la population impossible. En outre, la violence perpétrée à l'encontre des communautés par des groupes armés liés à des entreprises de l'agroindustrie est en hausse. La population locale est souvent forcée à migrer vers les bidonvilles (favelas) des grandes villes brésiliennes.

L'accaparement constant des terres et la destruction permanente des écosystèmes sont rendus possibles par les grandes quantités d'argent injectées par **des fonds de pension des États-Unis, du Canada et d'Europe**. En effet, des entreprises du secteur agroindustriel local et national ont formé des coentreprises avec des

acteurs financiers transnationaux. Ces acteurs, qui financent la production de produits de base agricoles par l'agroindustrie depuis plusieurs années, ont récemment pris les terres pour principale cible. C'est ainsi qu'ont émergé de nouvelles compagnies spécialisées dans la spéculation foncière. Le plus grand fonds de pension américain, la TIAA, par exemple, a lancé deux fonds de terres agricoles depuis 2012³, pour un montant total de 5 milliards de dollars. Grâce à ces fonds, TIAA a acquis et gère près de 200 000 hectares de terres au Brésil, dont la moitié est située dans Piauí et les États voisins. La majorité des investisseurs dans ces fonds sont des investisseurs institutionnels, en particulier des fonds de pension des États-Unis, du Canada, de la Corée, de la Suède, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Luxembourg et des Pays-Bas. De nombreuses exploitations agricoles appartenant à la TIAA au Brésil ont été achetées par une société appelée Radar Imobiliária Agrícola, qui a été créée par une entreprise commune entre la TIAA et la plus grande société sucrière du Brésil, Cosan. Ces évolutions ont renforcé davantage encore la violence dont sont victimes les communautés rurales.

2 Voir, par exemple, de Freitas Paes, Caio, "Matopiba concentra mais da metade das queimadas no Cerrado." In: De Olho dos Ruralistas, 16 septembre 2019. <https://deolhonosruralistas.com.br/2019/09/16/matopiba-concentra-mais-da-metade-das-queimadas-no-cerrado/>

3 Appelés TIAA-CREF Global Agriculture LLC I et II (TCGA I+II)

• ENCADRÉ •

LA TERRE COMME NOUVELLE « CATÉGORIE D'ACTIF »

La crise financière et économique qui a ébranlé le monde en 2008 a accentué le rôle que joue le capital financier sur les marchés des terres agricoles, à travers la planète. La spéculation foncière a contribué à garantir la circulation du capital financier dans un contexte d'instabilité économique internationale. Cette tendance est consolidée par les fonds d'investissement recherchant de nouveaux actifs sur lesquels spéculer. Les terres agricoles du Brésil et de nombreux autres pays sont donc devenues la cible du capital spéculatif, notamment après l'effondrement du marché de l'immobilier aux États-Unis et en Europe.

Et en Europe aussi : l'exemple de la concentration foncière en Allemagne

Bénéficiant des politiques du gouvernement pour privatiser et vendre les terres que détenait l'État en Allemagne de l'Est, la société d'investissement KTG Agrar constituait l'un des principaux propriétaires fonciers d'Allemagne suite à la réunification de 1990. En 2016, KTG Agrar fit faillite, dévoilant un réseau de près de 100 filiales. Peu après, les agriculteur·rice·s locaux·ales exigèrent que les terrains de la société soient redistribués aux jeunes agriculteur·rice·s et aux personnes pratiquant la petite agriculture, et organisèrent une occupation des terres ainsi que des mobilisations. Il·elle·s demandèrent

aux autorités d'appliquer les mesures préventives contenues dans la loi foncière allemande, en vertu desquelles les autorités locales peuvent rejeter ou restreindre les transactions foncières. Néanmoins, KTG Agrar parvint à vendre rapidement la plupart de ses terres à deux investisseurs : Munich Re, la première compagnie d'assurance au monde, et Gustav Zech Stiftung, une fondation privée domiciliée dans le paradis fiscal du Liechtenstein. L'entreprise a ainsi contourné les réglementations existantes en rachetant les filiales qui détenaient les terres, au lieu de racheter les terres. Cette manœuvre a empêché toute possibilité que les organismes publics locaux régulent ces transactions foncières.

2. LA FINANCIARISATION DES OCÉANS

L'aquaculture intensive en Turquie

Traditionnellement axée sur la pêche de capture, la croissance de l'aquaculture en Turquie a débuté dans les années 90 et le volume de l'aquaculture intensive a plus que quadruplé entre 2000 et 2016 (pour représenter aujourd'hui 33 % du volume total de la production de produits de la mer). Aujourd'hui, la Turquie est le premier producteur de bar et de dorade d'élevage de tous les pays méditerranéens européens, et exporte 75 % de sa production en direction de l'UE. L'augmentation de la production s'est accompagnée d'une expansion spatiale de l'aquaculture et d'une intensification de la production. Ces dernières années ont connu un processus d'intégration entraînant la prise de contrôle d'une poignée d'acteurs sur l'intégralité de la chaîne de valeur, encouragé par des subventions, des changements au niveau de la législation et les cadres institutionnels.

L'essor de l'aquaculture a accentué les pressions exercées sur les communautés d'artisans-pêcheurs et menace à plusieurs titres leurs moyens d'existence. L'aquaculture conduit à l'enclosure des espaces marins, qui se voient alloués aux intérêts privés. La pisciculture a également des effets négatifs sur les écosystèmes marins, du fait qu'elle modifie les caractéristiques physiques et

chimiques de l'eau de mer, et provoque une pollution. Par ailleurs, l'aquaculture a entraîné un développement de la pêche de capture ciblant les espèces de petits poissons nécessaires à la production d'aliments pour poissons. Les rares emplois créés sont de mauvaise qualité, et des problèmes portant sur le respect du droit du travail ont été signalés sur plusieurs fermes.

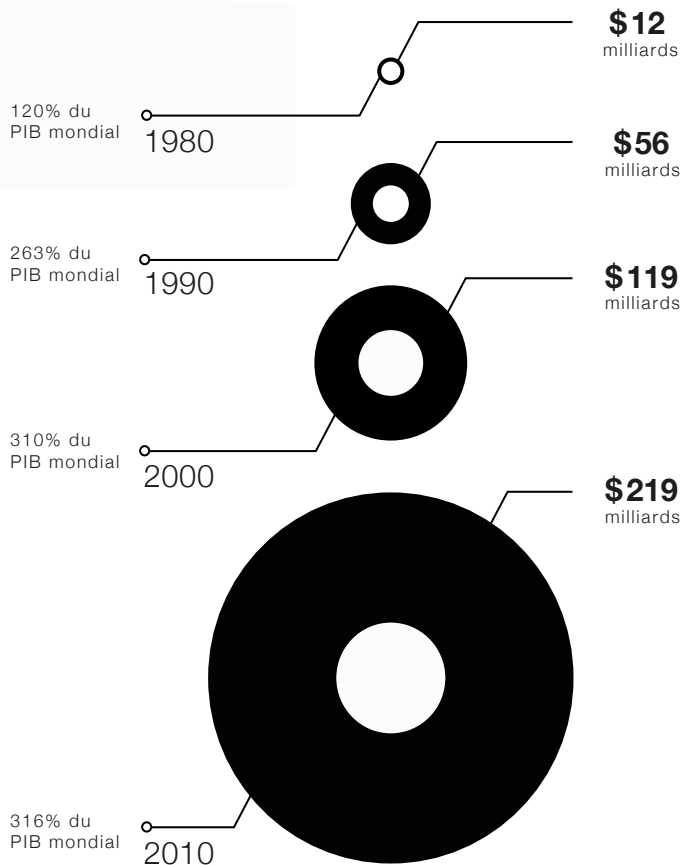
Lorsqu'une société cotée à Wall Street rachète des quotas de pêche aux USA

En décembre 2018, la société de capital-investissement newyorkaise Bregal Partners annonça qu'elle comptait racheter une société d'approvisionnement exploitant cinq des plus importants bateaux de pêche opérant dans l'État américain du Maine. Mais Bregal Partners ne se contenta pas de racheter une entreprise ou des bateaux, elle racheta aussi des quotas de pêche octroyant à la société les « droits » de propriété privée permettant de capturer d'importantes quantités de poisson. Les quotas de pêche, ou systèmes de partage des prises, ont été introduits dans le but de combattre la surpêche. Cependant, du fait qu'elles répondent à un mécanisme axé sur le marché permettant de vendre et d'échanger des quotas comme s'il s'agissait d'une propriété privée, les politiques de partage des prises ont entraîné une concentration des pêcheries.

Ressources financières mondiale

○ PIB mondial

● Ressources financières mondiales



Ceci signifie qu'un nombre toujours plus restreint d'entreprises détient une part grandissante des quotas de pêche.

Parallèlement, il est controversé si ces politiques aient réellement mis fin à la surpêche. Ces vingt dernières années, les artisans-pêcheurs, hommes et femmes, se sont organisé-e-s pour lutter contre ces politiques de partage des prises et plaidé en faveur de mesures préventives permettant de protéger les pêcheurs des communautés. Ces groupes ont tiré la sonnette d'alarme sur le fait que ces politiques dépouilleraient les pêcheurs indépendants de tout accès, au profit des investisseurs extérieurs, entraînant d'importantes répercussions sociales, économiques et environnementales. En effet, aujourd'hui, les artisans-pêcheurs sont souvent obligés d'acheter ou de louer des droits de pêche aux sociétés (financières) qui les détiennent. Les organisations d'artisans-pêcheurs ont proposé une série d'alternatives visant à reconquérir les communs des océans comme l'une de nos dernières sources publiques de nourriture. Les responsables de l'élaboration des politiques, cependant, ont largement ignoré les voix des communautés de pêcheurs, ce qui a généré une concentration accrue.

CONCLUSION ET MESSAGES CLÉS

- La finance mondiale pénètre dans nos territoires de diverses manières. Les acteurs financiers ont créé différentes formes directes (ex. : commerce des terres, exploitation des mers, etc.) et indirectes (ex. : conservation, marchés de carbone, etc.) d'extraction des richesses par le biais du contrôle des biens naturels et des biens communs.
- Le capital financier mondial essaie d'imposer sa logique d'accumulation sur la manière dont les individus – les personnes pratiquant l'agriculture, les communautés de pêcheurs, les peuples autochtones, les populations rurales et urbaines – interagissent avec la nature.
- Ceci implique des changements radicaux dans la relation entre les individus et leurs territoires. La concentration de la richesse et des biens naturels entre les mains d'une poignée d'entreprises et d'« investisseurs » devient un enjeu problématique d'envergure mondiale.

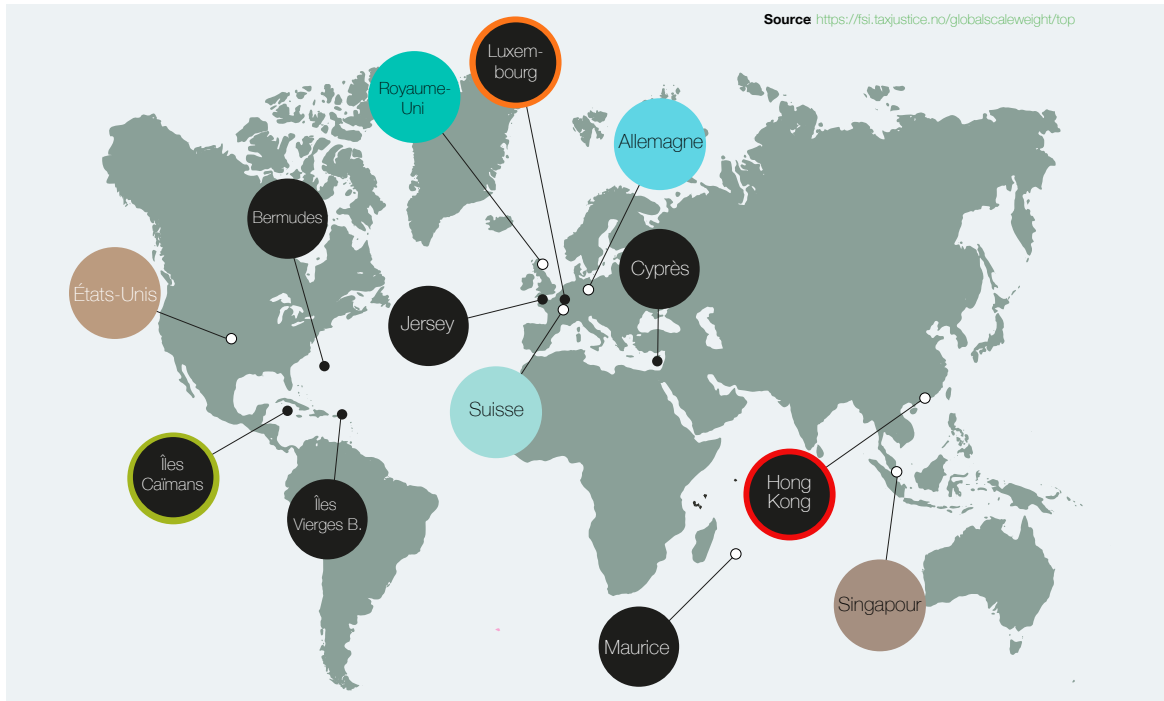
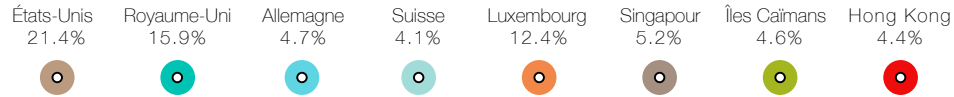
- Les différentes formes d'accumulation et d'extraction des richesses par le capital financier mondial vont de pair avec l'augmentation de la violence employée pour la dépossession des ressources naturelles et la répression de la résistance à son encontre.

Avec le capitalisme dévoyé, nous sommes confronté-e-s à des menaces et des problèmes anciens mais aussi nouveaux, qui menacent fondamentalement notre vision, nos droits et nos modes de vie. En tirant parti de nos luttes passées, travaillons sur les meilleures manières de défendre et d'affirmer nos droits et notre dignité.

La géographie du pouvoir financier

Les plus grands centres financiers du monde

(Sur la base de sa part du marché mondial des services financiers offshore) ⁵⁸

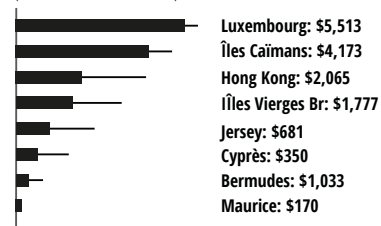


Les anciens paradis fiscaux à travers le monde

On estime qu'entre 21 et 32 milliards de dollars sera stocké dans des centres financiers extraterritorial (données 2010.)

Les pertes fiscales globales sur ces revenus et la perte de richesse est calculée pour 500 milliards de dollars chaque année.

(en milliards de dollars)



CFO sont des paradis fiscaux qui attirent et retiennent les capitaux étrangers

Source : <https://longreads.tni.org/stateofpower/geography-of-financial-power>